

## BRÉSIL

### Concrétiser les droits humains requiert courage et volonté politique

Index AI : AMR 19/020/2003

ÉFAI

**Embargo : vendredi 14 novembre 2003  
(15 h 00 TU)**

### COMMUNIQUÉ DE PRESSE

**São Paulo** -- En présentant des propositions à long terme en matière de droits humains, les autorités brésiliennes ont avancé dans la bonne direction. Toutefois, alors que la première année de la présidence de Luis Ignacio Lula da Silva touche à sa fin, il lui faut répondre aux attentes concernant des réalisations concrètes, a déclaré Irene Khan, secrétaire générale d'Amnesty International, au terme de sa visite au Brésil.

Au cours de sa mission, elle a rencontré le président Lula afin de s'entretenir entre autres des initiatives du gouvernement visant à lutter contre la violence qu'endurent actuellement les Brésiliens. Ils ont par exemple discuté de la loi réglementant le port d'armes. Saluant les initiatives du gouvernement brésilien comme une première étape importante en vue de contrôler un commerce qui exacerbe grandement les violations des libertés fondamentales dans le monde entier, l'organisation de défense des droits humains a invité le gouvernement brésilien à appuyer le traité international sur le commerce des armes.

*« Le président Lula nous a assuré qu'il était disposé à jouer un rôle clé dans la promotion d'un traité international sur le contrôle des armes. Nous accueillons avec intérêt cette adhésion essentielle en vue d'en finir avec les meurtres et les mutilations absurdes de plus d'un demi million de personnes chaque année dans le monde, a ajouté Irene Khan tout en tenant à préciser :*

*« Ce n'est pas seulement en s'appuyant sur des engagements internationaux, mais aussi à la faveur de mutations profondes dans la vie des populations défavorisées, indigènes et marginalisées des favelas (bidonvilles), que les droits humains pourront devenir réalité au Brésil. »*

Lors de ses visites dans les quartiers de Sapopemba (São Paulo) et de Borel (Rio de

Janeiro), Irene Khan s'est entretenue avec les familles de personnes tuées par la police et s'est rendue dans un poste de police récemment attaqué. Elle a également rencontré des militants des droits humains qui, en raison de leur lutte en faveur des droits des groupes marginalisés, sont perçus comme des « défenseurs de criminels ».

*« Des quartiers défavorisés entiers sont persécutés, pris pour cibles par la police, et leurs habitants vivent en permanence dans la peur. Les pauvres sont devenus les boucs émissaires des problèmes découlant d'un abandon social persistant et du fiasco plus général des politiques de sécurité publique », a ajouté Irene Khan.*

Tout en reconnaissant que le gouvernement est tenu de veiller à la sécurité de tous les Brésiliens, Irene Khan a déclaré : *« Le maintien de l'ordre brutal et répressif attise la spirale de la violence, dans des proportions telles que même les policiers ne sont plus en sécurité. Il ne fait aucun doute que les autorités ne peuvent plus continuer à assurer la sécurité aux dépens des droits humains.*

*« Le système fédéral soustrait depuis longtemps les gouvernements des différents États à la condamnation et aux décisions judiciaires internationales. Pourtant, ces gouvernements ont un rôle fondamental à jouer pour inverser une tendance caractérisée par des atteintes aux droits humains et des violences systématiques. »*

Au cours des dix derniers mois, les atteintes aux droits humains et autres violences commises par des représentants de l'État ont continué de progresser. Selon les chiffres officiels, au cours de la période allant du début de l'année à septembre, les homicides imputables à la police ont augmenté de 31 p. cent à São Paulo, avec un total de 664 civils tués. De même, à Rio de Janeiro, les membres des forces de police de l'État ont tué 917 personnes sur cette même période, une hausse de 36 p. cent par rapport à l'an dernier, correspondant à plus de trois fois plus de victimes qu'en 2000. Nombre de ces homicides étaient illégaux et nombre des victimes n'avaient commis aucun crime.

Amnesty International a salué l'engagement déclaré du gouvernement de s'attaquer aux violations récurrentes des droits économiques et sociaux, en s'appuyant sur des programmes sociaux.

« Mettre un terme à l'exclusion sociale et économique, et en particulier résoudre le problème de la faim, constitue une phase cruciale en vue de triompher des grandes inégalités qui sont au cœur de la plupart des violations des droits fondamentaux au Brésil aujourd'hui, a indiqué Irene Khan.

« La faim et la pauvreté représentent une menace tout aussi importante pour la sécurité et les droits de tous les Brésiliens que la violence armée et le crime organisé. »

Cependant, Amnesty International a exhorté le gouvernement brésilien à veiller à ce que ses politiques sociales adoptent une approche globale vis-à-vis des droits humains : « Une conception qui admette que la liberté de ne pas être dans le besoin et la liberté de ne pas vivre dans la peur sont deux facettes indissociables de la sécurité humaine. »

D'autre part, Amnesty International a mis en avant les préoccupations suivantes ayant trait à la situation des droits humains au Brésil :

– La protection des défenseurs des droits humains qui font de plus en plus l'objet de menaces, d'attaques et même d'homicides, tandis qu'ils poursuivent leur lutte pour les droits de tous.

– Les attaques et les homicides visant ceux qui militent en faveur de la réforme agraire et des droits des populations indigènes. Cette année, plus de 50 militants ont perdu la vie à travers tout le pays, beaucoup d'autres ont été agressés et plusieurs ont été maintenus en détention sous des inculpations qui, de l'avis général, reposent sur des motifs politiques.

– La torture imputable aux policiers et aux membres du personnel pénitentiaire, phénomène devenu endémique.

Dans une communication adressée au président Lula, Amnesty International a invité les autorités brésiliennes :

– à enrayer le commerce et la prolifération des armes, sources de nombreuses atteintes aux droits humains ;

– à veiller de toute urgence à la mise en œuvre exhaustive du plan national pour la protection des défenseurs des droits humains et à exhorter les autres gouvernements de la région à élaborer de tels projets ;

– à présenter des propositions globales de réforme de la sécurité publique, comme le prévoit le *Sistema Único de Segurança Pública* (Système unique de la sécurité

publique), à intégrer et mettre en œuvre les normes relatives aux droits humains et à faire en sorte que les représentants de l'État soient tenus de rendre compte de leurs actes.

« Il est essentiel que les gouvernements, au niveau fédéral et des États, ne sacrifient pas les mesures en faveur des droits fondamentaux de la personne humaine à des intérêts politiques à court terme, a soutenu Irene Khan.

« Le président Lula a déclaré à Amnesty International que la mise en œuvre des droits humains n'était pas seulement une question de ressources, mais aussi de courage et de volonté politique. Nous attendons maintenant qu'il fasse preuve de cette volonté politique » ●

**Pour en savoir plus ou organiser une interview, veuillez contacter :**

- Galeno Almeida (portugais et anglais) - Médias nationaux

[a.galeno@uol.com.br](mailto:a.galeno@uol.com.br)

tél. : + 51 81290091 ou 11 95 15 73 59 ;

- Josefina Salomon (espagnol et anglais) - Médias internationaux

[jsalomon@amnesty.org](mailto:jsalomon@amnesty.org)

tél. : +44 7778 472 116 (mobile,

Royaume-Uni)

**Pour de plus amples informations, veuillez consulter les documents suivants :**

<http://web.amnesty.org/pages/bra-051103-summary-por> (portugais)

<http://web.amnesty.org/pages/bra-051103-summary-eng> (anglais)

**Pour obtenir de plus amples informations, veuillez contacter le Service de presse d'Amnesty International à Londres, au +44 20 7413 5566, ou consulter le site <http://www.amnesty.org>**